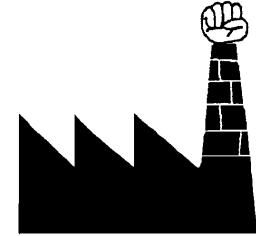


# A CONTRE COURANT

## syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



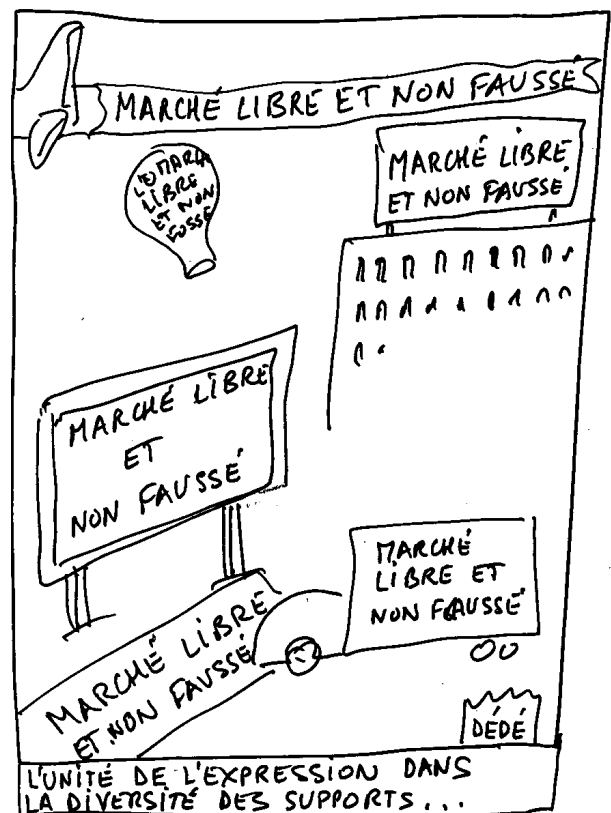
### Dépôt de bilan politique

«Si nous disons non au traité constitutionnel (...) on n'est plus dans l'inventaire, mais dans le dépôt de bilan». Le jour même du référendum interne au Parti Socialiste, son premier secrétaire François Hollande posait avec lucidité et dans toute sa vigueur les termes du débat qui a agité tout au long de ce trimestre la principale force politique de gauche en France. Un autre dirigeant avait précédemment déclaré que la victoire du «non» serait une remise en cause de l'orientation prise en 1982 lorsque s'ouvrait cette parenthèse de rigueur et d'austérité qui court toujours.

Depuis 20 ans qu'ils sont au bord de la faillite et qu'ils s'en sont accommodés, on ne pouvait sérieusement attendre de ce qui reste d'adhérents d'un parti qui n'est même plus social-démocrate, qu'ils déposent eux-mêmes le bilan en votant majoritairement «non» - d'autant que le sursaut légitimiste du marais aura pesé lourd dans la balance. Pourtant, chez ceux qui s'étaient prononcé il y a douze ans à 100% et plus pour Maastricht, le «oui» ne domine plus de manière écrasante. Car progressivement, chacun constate, chacun fait l'expérience concrète et directe du caractère profondément anti-sociale des institutions européennes et des politiques qu'elles imposent à chacun des Etats de l'Union.

Le meilleur argument contre l'Union européenne, contre la Constitution, c'est l'Union Européenne elle-même. Car la Constitution ne fait que légitimer constitutionnellement la situation actuelle de l'Europe: régression des droits sociaux, démantèlement des garanties collectives, liquidation des conquêtes sociales, chômage, précarité, paupérisation... C'est pourquoi, en dépit de toute la propagande bourgeoise, de ses médias, de ses organisations politiques, de ses intellectuels, en dépit des résistances et refus des directions des appareils politiques et syndicaux - et tout particulièrement de la CGT - de se mobiliser pour favoriser la victoire du «non», en dépit du chantage au chaos que l'on va nous servir, les conditions objectives poussent le salariat à rejeter un texte qui codifie, encourage et accélère la dégradation de sa situation matérielle. Ce n'est pas d'abord contre la Constitution européenne que va voter le peuple français, c'est contre toutes ces décennies de régression et de politiques anti-sociales conduites alternativement par la droite et la gauche.

La victoire du «Non» au référendum est nécessaire; elle est surtout possible. Car la colère et la révolte contre la marche forcée du capitalisme européen, cette colère et cette révolte qui se sont exprimées dans les urnes (21 avril 2002 et 28 mars 2004) et dans la rue (mai-juin 2003), continuent de couvrir de manière ardente. Elles peuvent cette fois infliger une gifle électorale conjointe et commune aux forces gouvernementales coalisées qui en portent la responsabilité, l'UM-PS, et entrouvrir la perspective d'une orientation politique en rupture avec le capitalisme.



# Je hais notre époque !

De toutes les nouveautés que le siècle dernier a connues, celle que je hais le plus est la machine à remonter le temps.

Pourtant, je ne suis pas quelqu'un qui rejette à priori le changement, sous prétexte qu'il dérange les habitudes et qu'il apporte avec lui une part d'inconnu qui recèle toujours un danger.

Au contraire, il y a tellement de choses ignobles qu'on voudrait avoir une baguette magique pour les changer: Un coup de baguette et hop, plus personne ne dort dans la rue, le sans-papier a des papiers, le cul de jatte a des jambes, le décideur politique se retrouve au RMI, le président du Medef augmente spontanément les salaires, abaisse la durée du travail et interdit les licenciements, l'usine d'armement se transforme en fabrique de machine à laver, le buraliste vend des produits équitables et bons pour la santé, la centrale nucléaire devient un centre de thalassothérapie, le fabricant de voitures met enfin au point le véhicule propre et économe en énergie, le chasseur troque son fusil contre un appareil de photos, le gamin qui meurt de faim retrouve sa gamelle pleine, la femme lapidée reçoit sur la tête des pierres en pain d'épices.

Et pour finir, plus personne ne regarde Marc Olivier Fogiel, ni Caouet, ni le Maillon faible, ni le télé-évangéliste de sa secte, et n'achète de billets de Keno, ni ne bat sa femme, ni n'explose la tête de ses enfants, puisque les frustrations s'en sont allées comme par magie, et que les changements ont fait disparaître les raisons que nous avons d'être ignorants, imbéciles ou méchants, ou les trois...

Notez que parmi les changements décrits, la plupart seraient parfaitement possibles, pour peu que des hommes et des femmes habiles et déterminés s'attaquent au problème... Il n'y a guère que le changement d'attitude du Président du Medef qui relève de la parfaite utopie, et il faudrait plus qu'une baguette magique pour qu'il cesse de se conduire en enfant gâté, mais il existe un moyen simple et de bon goût pour parvenir à faire plus que des miracles: ça s'appelle la LOI, et ça s'applique à tous les citoyens, quelle que soit l'implantation de leurs cheveux sur leur crâne, et le nombre de voitures qu'ils alignent dans leur garage.

Evidemment, ça demande un peu de courage de la part de ceux qui sont chargés d'écrire, d'appliquer ou de faire respecter les Lois: le Tigre de Papier

du MEDEF rugit beaucoup, tempête, éructe, et pour finir, menace de se délocaliser dans un Paradis Fiscal où le champagne est moins cher, et où celui qui le sert peut recevoir un coup de pied au cul en guise d'indemnités de licenciement... Sans compter que si on l'asticote trop, on peut le lendemain se retrouver avec sa photo dans le journal volée au saut du lit avec une gueule mal rasée et si ça se trouve avec une autre femme que celle qui figure dans le livret de famille...

Le Président du Medef possède depuis peu beaucoup de journaux, on comprend la prudence des hommes politiques et des fonctionnaires chargés d'appliquer la Loi, et des journalistes qui seraient tentés de raconter tout ça!

C'est le genre de danger qu'on ne court pas avec le citoyen ordinaire car il ne dispose pas d'une ligne directe avec le Premier Ministre, et quand il possède un journal, il est si petit et si faible, qu'un coup de Code Civil bien ajusté suffit à l'écraser, et qu'après il est extrêmement difficile au dit citoyen de se reconnaître dans une glace, avec sa figure éclatée.

C'est pourquoi je hais notre époque. Il y en a eu de dures, que je n'aurais pas aimé vivre: la guerre de Cent ans, celle de Trente ans non plus d'ailleurs, même pas

celle de Sept ans, la Grande Peste Brune, la Der des Der, la guerre du Vietnam, et il n'y a pas que les guerres: la Grande Dépression, le MacCarthysme, les Procès de Moscou, la Chasse au Gaspi; il y a aussi les génocides divers et variés, d'hier et d'aujourd'hui: Shoah, Cambodge Rwanda, Arménie; on ne va pas énumérer toutes les époques calamiteuses, il y en aurait pour des siècles...

Mais je ne comprends pas pourquoi nous sommes condamnés à revivre l'époque la plus vile et la plus veule dont l'Histoire ait gardé la trace: la Restauration! vous vous rendez compte! Quel crime avons-nous donc commis?

Ce ne sont quand même pas quelques malheureux pavés soixante-huitards qui nous valent cette déchéance et cette putréfaction! D'ailleurs ceux qui aujourd'hui pissent lâchement sur cette époque flamboyante et improbable, sont bien contents d'avoir respiré un peu plus librement pendant les vingt années qui ont suivi!

La Restauration! L'époque où tous les frustrés, tous les revanchards, tous les avides de pouvoir et d'argent reviennent mettre les pieds dans leurs pantoufles après avoir fait dans leur culotte au-delà des frontières! imaginez l'humiliation! en être réduit à faire ses besoins dans des pots de chambre étrangers! La délocalisation des derrières, l'immigration des riches obligés de demander aide et assistance à leurs voisins, quelquefois leurs ennemis!

Quarante ans de progrès social! La preuve par le recul de la Misère que le progrès humain est possible! La démonstration qu'on peut élever le niveau de vie de toute une population sans avoir besoin de l'enrégimenter et de l'infantiliser! C'est cela



que signifiaient les Services Publics, au service de tous les citoyens et non pas de ceux qui seuls peuvent payer, pour le plus grand bénéfice de ceux qui peuvent en- gager !

Au lendemain d'une guerre où ils ne se sont pas toujours bien conduits, nos profi- teurs du travail des autres ont bien été obligés de se conformer à la Loi com- mune, et de montrer bon visage à ceux qu'ils ne pouvaient plus exploiter aussi féroce- ment... C'est un exil tout intérieur qu'ils ont pratiqué, trouvant refuge dans les idées anglo-saxonnes du renard libre dans le poulailler libre, et guettant leur heure... Cette heure est venue, la porte du poulailler leur a été ouverte par les li- béraux de gauche tout contents de deve- nir enfin fréquentables dans les salons. . .

Décidément, je hais cette époque où les miracles de la science et de la techno- logie auraient dû rendre possibles tous les vieux rêves de l'Humanité: vivre sans tra- vailler, je veux dire sans souffrir au travail, ce qui revient au même, soigner la plupart des maladies, chercher des remèdes pour les autres, même non rentables, donner à manger et à apprendre à tout le Monde, secourir les peuples dans les catastro- phes naturelles, les aider à se défendre contre les menaces futures, éloigner la vieille peur de manquer qui nous rend har- gneux et tristes même dans l'abon- dance...

Au lieu de cela, ce qui faisait l'honneur et l'originalité de nos pays développés, ce qui rendait possible ce grand bond dans la prospérité partagée par le plus grand nombre, je veux dire l'économie adminis- trée et planifiée, (je ne dis pas le collecti- visme qui n'a rien à voir, mais j'entends les premiers jacassements des perroquets ignares et stipendiés), sera démolie avant que la démonstration soit faite que ce n'é- tait pas qu'un rêve, et que c'était mieux qu'une baguette magique: Vite réduisons en poussière ce superbe outil d'émanci- pation avant que les peuples s'aperçoivent que ça existe, que ça mar- che, et que nous n'avons plus besoin des vieux maîtres: Dieu, la Peur, l'Accumula- tion, la Compétition...

Vite bâtissons la Constitution, celle-là et pas une autre, libérale, égoïste, Ver- saillaise, cimentons-là, verrouillons-là, pour que se perpétue l'ordre ancien, au nom de la post-modernité... Vous avez rai- son, philosophes de pacotille, politiciens de chaise-percée, nous sommes au-delà de l'ère moderne, nous replongeons dans l'archaïsme et la barbarie, cessez de faire les étonnés quand refléurit la Misère et la violence sociale et sa vieille mère- maque- relle la Charité, vous savez bien que si on vous laisse faire il ne sera plus possible d'en sortir !

**Si le OUI passe,  
Je hairai l'Année 2005 et le  
Millénaire qui suit !**

Dédé (Le dessinateur)

## Prise de position de la Confédération paysanne

(Communiqué de presse du 2 Décembre 2004)

# Non à cette Constitution pour l'Europe

La Confédération Paysanne, réunie aujourd'hui en Comité national, a pris posi- tion sur le texte de Constitution européenne qui sera proposé au vote des français par un Référendum.

Elle considère que le processus de construction européenne, engagé depuis 47 ans sans expression directe des peuples, mérite une évaluation populaire sur la validité des options choisies jusqu'à ce jour.

Le déficit actuel de l'Europe ne réside pas dans un manque de libertés pour le commerce ou les financiers, mais dans les reculs imposés à la régulation des mar- chés, notamment agricoles, aux législations sociales, aux services publics et aux droits de l'homme.

Lors de son congrès national des 7 et 8 Avril à Strasbourg, aux cotés de la Coordination Paysanne Européenne et de Via Campesina, la Confédération pay- sanne s'était déjà engagée contre le volet agricole de cette constitution qui s'oppose radicalement à la Souveraineté Alimentaire, axe essentiel de ses propositions pour maintenir des paysans nombreux, une agriculture de qualité, solidaire, respec- tueuse de l'environnement.

Face à ces constats, la Confédération paysanne

- affirme publiquement son refus de ce texte constitutionnel ;
- s'inscrit activement dans un processus de construction européenne qui per- mette de garantir une agriculture nombreuse et indépendante des lobbies Agro industriels;
- appelle ses membres et ses structures locales à affirmer dans le débat public leur opposition à ce texte;
- et participera aux initiatives prises dans le mouvement social pour faire reculer la précarisation de nos vies et construire une Europe solidaire.

## Ça bouge (un peu) à la CGT

**Quelques structures de la CGT se rebellent contre l'attentisme de l'appareil qui joue la montre pour favoriser le oui. Nous n'en connaissons pas beaucoup En voici deux :**

\* **L'Assemblée Générale de la Section Régionale Côte d'Azur (CNRS, INRIA) du SNTRS-CGT** réunie en septembre dernier, a dénoncé des exemples précis d'en- treprises qui délocalisent après s'être scandaleusement gavé d'aides publiques, et prévient : *"Tout cela n'est rien comparé à ce que nous prépare la Constitution Euro- péenne, y compris au niveau de la recherche scientifique.*

*Employés, fonctionnaires, chômeurs, cadres, petits et moyens paysans la Con- stitution Européenne constitue pour notre avenir, commun, un danger mortel. Tous nous serons touchés par l'ultra libéralisation mondialisé qui sera légitimé par la Constitution Européenne. La constitution européenne a été écrite et inspirée par des lobbies capitalistes mondialisés dont les seules motivations sont l'argent et le pou- voir. (...) le SNTRS-CGT appelle, sans équivoque, à s'opposer à la Constitution Européenne et voter NON au référendum."*

\* **Le Syndicat CGT du CNFPT** (Centre National de Formation des Personnels Territoriaux) syndicat national adhérent à la fédération des services publics, a adopté à l'unanimité, lors de son Congrès fin novembre une motion en faveur d'un "non franc et massif" à la constitution européenne, en soulignant qu'elle organise au niveau européen la baisse des salaires, la précarisation du travail, la flexibilité et l'augmen- tation du temps de travail, démantèle les droits sociaux, le statut de la fonction publi- que, encourage la concurrence sauvage entre les travailleurs et impose la privatisa- tion des services publics remplacé par la notion de « Service d'Intérêt général » (SIG), dont le principe est la maximisation du profit.

Le Syndicat CGT du CNFPT demande *"à tous les syndicats de la fédération et à la direction fédérale d'appeler à voter NON et à la direction confédérale –comme en 1992 contre Maastricht- d'appeler à voter NON et d'engager immédiatement la mobi- lisation de toutes les structures syndicales professionnelles et interprofessionnelles pour la victoire du NON lors du référendum"*.

## Non à l'Europe anti-sociale de la Constitution européenne !

L'Europe libérale, telle qu'elle existe, c'est celle du marché, de la libre circulation des services et des produits, celle qui vise à faire disparaître toutes règles « contraignantes » qui entraveraient les marges de profit des marchands de services ou de biens, s'alignant ainsi sur les règles de l'OMC et de l'AGSC, Accord Général sur le Commerce des Services.

**Ne nous laissons pas piéger par les mots**, ce que certains estiment être des avancées, comme « l'intégration des droits sociaux à la Charte des droits fondamentaux », sans en décliner d'autres que ceux qui ont déjà été contestés par les mouvements sociaux parce : par ex. le « droit au travail » remplace « **le droit de travailler** ». **Ne soyons pas dupes sur des notions « aguichantes »** comme celle « d'économie **sociale** de marché... **hautement compétitive** » (!) ou celle de politique sociale subordonnée « à la nécessité de maintenir la compétitivité de l'économie de l'Union » qui doit éviter « d'imposer des contraintes administratives, financières et juridiques » aux PME, ou encore celle de « développement durable » qui se situe « dans un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée ».

**Cette Constitution ne remet pas en cause l'arme suprême** de l'Europe libérale : le pacte de stabilité, celui qui contraint, depuis **Maastricht**, les Etats à respecter les critères de prix stables, finances publiques saines et ont déjà conduit tous les Etats de l'UE à **diminuer les dépenses publiques** et à **baissier le coût du travail**. En France : ce sont les contre-réformes des retraites, de la Sécurité Sociale, le chantage à la délocalisation et l'augmentation du temps de travail pour le même salaire, etc...

**Elle ne remet pas en cause la totale indépendance de la Banque Centrale Européenne** – l'institution européenne la plus occulte de toutes, qui échappe à tout contrôle des Etats et des citoyens. Au contraire, il est affirmé que « ...les institutions, organes ou organismes de l'UE ainsi que les Gouvernements des Etats membres s'engagent à respecter ce principe et à ne pas chercher à influencer les membres des organes de décision de la BCE ou des banques centrales nationales dans l'accomplissement de leurs missions ». L'UE s'affirme, par là-même, plus libérale que les Etats-Unis dont le Gouvernement garde un contrôle sur la Fed (Réserve Fédérale) !

**Alors que** les partisans du OUI, de Droite et de Gauche, tentent de nous faire croire que dire NON serait se mettre en marge du développement et du progrès,

**Alors que** les partisans du NON font valoir la nécessité de faire décider les citoyens, sans même prôner une alternative antilibérale ou anticapitaliste, favorisant la redistribution des richesses, les progrès des droits sociaux vers le haut dans tous les pays de l'UE,

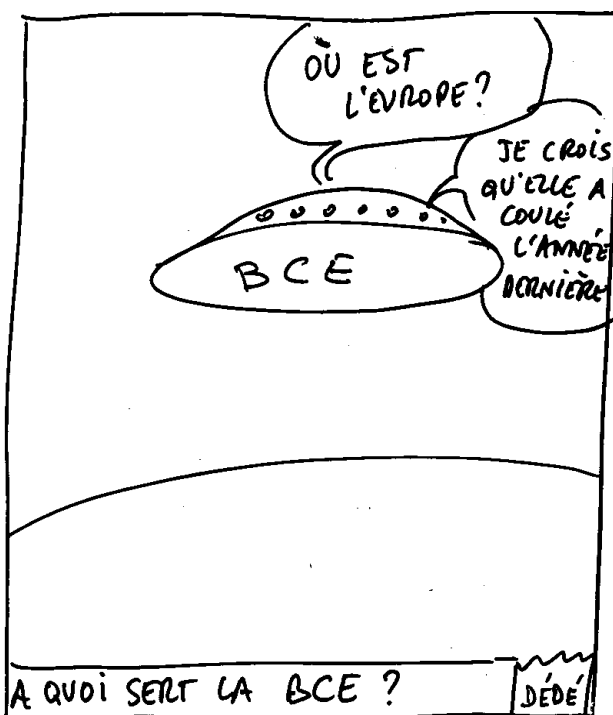
**Alors que** ceux qui utilisent ce débat comme un parcours de santé au sein de leurs appareils, n'ont pas le moindre intérêt pour les classes populaires (mais, après tout, est-ce l'objectif puisqu'elles votent si peu !), qui ont le plus intérêt à ce que ce monde change.

**Alors que** les « temps d'antenne » et les « colonnes journalistiques » ne retracent que ces « combats » au sein d'appareils,

**La Commission européenne poursuit son travail de destruction des acquis sociaux, dans le plus grand silence**

**Pour elle, le travailleur européen ne travaille pas assez !!!**

La Commission (instance sans légitimité démocratique, dont les pouvoirs sont maintenus dans le projet de Constitution) vient d'adopter la révision de la directive de 1993 sur le **temps de travail**. En clair, elle élargit à tous les pays de l'UE la **dérogation**, accordée jusqu'alors à la seule Grande Bretagne, à la **semaine maximale de 48 H de travail**, précisant qu'il s'agit « d'assurer un niveau élevé de protection de la santé et de la sécurité des travailleurs en matière de temps de travail ... » ... « tout en introduisant une plus grande flexibilité et en préservant la compétitivité ». Travailleurs européens, **soyez compétitifs**, vous travaillez en moyenne 160 H de moins par an que les Américains et



230 H de moins que les Japonais ! La **période de référence**, pour le calcul, étant portée de 4 mois à un an, un patron pourra introduire, sur un an, des **semaines de plus de 48h**, sans mécanismes compensateurs. Cette mesure va de concert avec la proposition de **réviser le travail de garde** en ne comptant que sa «partie active». Ainsi, les travailleurs des secteurs de la Santé, notamment, ne bénéficieraient plus du même droit aux repos compensateurs.

## Pour la Commission européenne, le travailleur européen coûte trop cher !!!

Elle propose la **directive Bolkestein** qui comporte deux mesures.

- le **détachement des salariés**, c'est-à-dire, la possibilité offerte à des entreprises de services de détacher des salariés dans un pays de l'UE pour y travailler temporairement. Si les règles de salaire minimum et de durée de travail maximale continueraient à s'appliquer, les autres **règles du droit social ne s'appliqueraient plus**, celle de la Sécurité sociale étant régie par la « **règle du pays d'origine** ». Ainsi, un salarié polonais ou maltais détaché en France percevrait le salaire minimum net français mais **les cotisations sociales seraient celles de la Pologne ou de Malte**. Le salaire du polonais ou du maltais serait ainsi de 30 à 40 % moins élevé que le salaire du français. Les sociétés d'intérim étant considérées comme des services, pourraient s'installer dans les pays où les cotisations sociales sont les plus faibles et mettre à disposition des entreprises françaises des salariés de ces pays.

**Plus besoin de délocaliser les entreprises, l'on détachera les salariés.** Et comme c'est l'inspection du travail du pays d'origine qui sera supposée vérifier la situation des salariés détachés, qui ne feront, par ailleurs, l'objet d'aucune déclaration dans le pays destinataire, gageons que cette formule satisfera pleinement les patrons !

- la **libre circulation des services**, ceux fournis aux entreprises et aux consommateurs : services de nettoyage, de publicité, d'intérim, de location, de conseil juridique ou fiscal, de gardiennage, agences immobilière, artisans ... services liés à la santé, services d'aide aux personnes âgées .. aussi bien que culturels, bref, tous ceux que la Constitution nomme « *Service d'intérêt économique général* » faisant l'objet d'une contrepartie économique ; ainsi, tous les services publics sont concernés par cette directive, hormis la police, la justice et l'armée. Afin de libérer leur circulation, **la directive interdirait** les normes « contraignantes » prévues dans le **pays destinataire** du service, les règles du **pays d'origine** prévalant. Cette réforme vise à **nier tous les acquis** en matière de **sécurité et santé** au travail, aux normes exigées par rapport aux produits dangereux et aux maladies professionnelles ; en matière de santé, elle compléterait la contre-réforme Douste Blazy, puisqu'il serait impossible d'imposer à un prestataire de services des tarifs d'honoraires pour éviter une concurrence anarchique ou de formuler des normes d'équipement ou d'encadrement. Il n'y a donc pas de hasard dans les contre-réformes du Gouvernement actuel.

**Les chefs d'Etat et de Gouvernement** ont confirmé leur accord total avec la directive Bolkestein lors du sommet européen de mars 2004 ! **La Confédération Européenne des Syndicats**, connue pour ses positions d'accompa-

gnement de la politique libérale de l'UE, a pris position contre cette directive, sans toutefois aller jusqu'à mobiliser ! Comment accepter que **la CES**, réunie à Bruxelles les 13 et 14 octobre, ait confirmé son **approbation de la Constitution**, que les syndicats français (CFDT et UNSA) aient voté pour, que la CGT se soit seulement abstenue, dans la mesure où, dit-elle, « *nous voulons privilégier la phase d'information de nos adhérents* », précisant « *qu'il existe des avancées dans le projet, notamment l'inscription des droits sociaux fondamentaux, et, d'autre part, de graves lacunes, comme le maintien des politiques libérales* » (!).

Cette Europe ultra libérale qui est à l'œuvre, écrite dans la Constitution européenne n'est pas celle des travailleurs et des salariés.

Que l'on soit travailleur en CDI, travailleur précaire, sans travail, ou encore syndicaliste défendant les droits des travailleurs,

C'est NON à ces mesures et directives anti-sociales !

**C'est NON à la Constitution !**



# Béatitudes maastrichtiennes et apocalypse européenne

« Les aveugles voient, les paralysés marchent, les sourds entendent, les malades sont guéris et les morts revivent. ». Souvenons-nous, c'étaient il y a 12 ans, c'était déjà un avenir de prospérité, de liberté et de fraternité que nous chantaient les partisans du « oui » : les chômeurs retrouveront du travail, nos salaires augmenteront, les services publics et la sécurité sociale seront sauvés, le droit du travail sera respecté, l'harmonie règnera en Europe et cette paix contagieuse contaminera l'ensemble de la planète, les gouvernants gouverneront dans l'intérêt des peuples et les peuples plébisciteront leurs gouvernants... Souvenons-nous, c'étaient il y a 12 ans, et déjà socialistes, gaullistes et libéraux faisaient chambre commune et campagne conjointe pour imposer leur « oui »

Rappelons ici quelques unes des paroles historiques avec lesquelles on nous assomma et nous somma de voter « oui » - sans quoi la France, l'Europe, le monde s'enfoncerait dans une catastrophe sans nom. Car quand aujourd'hui dire « non » ce serait livrer la planète à W. Bush et l'armée, hier, au lendemain de la réunification allemande, c'était ressusciter sinon Hitler – du moins Bismarck !!!

Il ne s'en fallut, pourtant, que de quelques milliers de voix pour que le « Non » ne l'emporte !<sup>(1)</sup>

## Maastricht, c'était (déjà) l'Europe sociale

« L'Europe est la réponse d'avenir à la question du chômage. En s'appuyant sur un marché de trois cent quarante millions de consommateurs, le plus grand du monde ; sur une monnaie unique, la plus forte du monde ; sur un système de sécurité sociale, le plus protecteur du monde, les entreprises pourront se développer et créer des emplois », *Michel Sapin*, 2 août 1992

« Continuer sans retard la construction de l'Europe, c'est assurer au continent tout entier un avenir qui ressemblera à la croissance sans précédent dans l'Histoire des nations de l'Europe occidentale de 1950 à 1992 » *Jean-Bernard Raimond*, 18 septembre 1992

« L'Europe est une nouvelle frontière pour le syndicalisme. L'espoir est de ce côté là » *Jean Kaspar*, 14 septembre 1992

« J'aimerais convaincre chaque Français, chaque lecteur, que le traité d'union européenne se traduira en France par plus de croissance, plus d'emplois, plus de solidarité » *Michel Sapin*, 20 août 1992

« L'Union économique et monétaire, harmonisant les politiques économiques et créant la monnaie unique, est un facteur de croissance et de création d'emplois. » *Edmond Maire*, 1992

« La France a mené depuis 1981 un combat acharné pour faire entrer dans les esprits, puis dans la réalité, l'idée de l'Europe sociale. C'est chose faite, même si elle est imparfaite puisqu'elle faite à 11 » *Roland Dumas*, 5 mai 1992

« Le traité de Maastricht est le premier traité européen qui comporte un grand volet social. L'essentiel, c'est de commencer » *Michel Rocard*, 16 septembre 1992

« Les droits sociaux resteront les mêmes – on conservera la Sécurité sociale -, l'Europe va tirer le progrès vers le haut » *Pierre Bérégovoy*, 30 août 1992

« Si nous sommes puissants économiquement, diplomatiquement, non seulement nous pourrions préserver notre système de protection sociale, mais nous pourrions l'exporter » *Michel Rocard*, 9 septembre 1992

« C'est principalement sur l'Europe sociale qu'on entend un certain nombre de contrevérités. Et ceux qui ont le plus à gagner de l'Europe sociale, notamment les ouvriers et les employés, sont peut être les plus inquiets sur ces contrevérités. **Comment peut-on dire que l'Europe sera moins sociale demain qu'aujourd'hui ? Alors que ce sera plus d'emplois, plus de protection sociale et moins d'exclusion.** » *Martine Aubry*, 12 septembre 1992

« Partout le monde du travail appelle à la ratification du traité. Ce n'est pas un hasard. Le chemin du progrès social passe par le « oui ». Ce traité va permettre des avancées pour le monde du travail. Le rejeter quand on est un représentant de ce monde du travail ? On n'y comprend plus rien. » *Laurent Fabius*, 12 septembre 1992

« Entre ceux qui veulent abandonner

les acquis sociaux pour être plus compétitifs et ceux qui veulent conserver un haut niveau de protection sociale et de formation, appuyée sur une économie forte, Maastricht donne raison aux seconds » *Dominique Strauss-Kahn*, 12 septembre 1992

« Pourquoi l'élan de 1981 s'est-il éteint ? Pourquoi l'espoir de 1917 a-t-il sombré ? A cause de l'inadéquation du cadre politique à la nature du projet. La mise en place avec Maastricht d'un cadre politique donnant naissance (même de manière inachevée) à l'Etat de la première puissance économique du monde fournit à la gauche le cadre enfin efficace de son projet. La prochaine expérience de la gauche sera continental » *Jean-Luc Mélenchon*, 10 septembre 1992

« Il n'y a plus de possibilité de conquête sociale qui soit limitée au cadre national. Si l'on veut réaliser l'Europe des 35 heures, qui peut penser que nous pourrions nous limiter au cadre national ? Si l'on veut défendre notre système de protection sociale, notre système de retraite, qui peut penser que nous pourrions le faire dans le cadre de la France ? Et ceux qui sont attachés à la défense des acquis sociaux devraient savoir que la seule possibilité aujourd'hui réside dans la construction européenne. Oui, pour aller de l'avant dans les conquêtes sociales, il n'est d'autre avenir que la Constitution de l'Europe » *Julien Dray*, 6 mai 1992

« Je veux faire passer le message qu'il existe un « oui » de gauche » *Jean-Marie Bockel*, 22 juillet 1992

## Maastricht, c'était (déjà) la paix perpétuelle et l'avènement de la démocratie

« On ne peut dire que « oui », « oui » à la paix, « oui » à la compréhension entre les peuples, « oui » à l'union qui fait la force » *Jacques Delors*, 24 août 1992

« Nous sommes en train de bâtir un havre de paix, un modèle de fraternité contagieuse que la France propose au monde de cette fin de siècle. Tous ceux qui y participent le feront pour leur honneur et pour sa gloire » *Alain Lamassoure*, 6 mai 1992

« Prenez un globe terrestre. Dans toutes les régions du monde, vous avez la

confusion, la guerre, la pagaille, l'affrontement, des faillites en tout genre. Mais il y a un point sur votre globe terrestre qui est un point d'équilibre et d'organisation, c'est l'Europe. Voter « non » à Maastricht, c'est prendre un risque considérable de mettre la pagaille en Europe » **Nicolas Sarkozy**, 25 août 1992

« A la question ce n'est pas l'Europe qui va apporter une solution à la misère en Afrique, je réponds : Si, l'Europe de Maastricht le peut » **Jean Kaspar**, 14 septembre 1992

« Le maître mot du Traité de Maastricht, c'est qu'avec lui la technocratie recule. Il protège l'Europe contre les dangers de son propre développement » **François Mitterrand**, 3 septembre 1992

« Si on veut éviter demain toutes ces directives stupides qui émanent de la bureaucratie, il faut adopter le Traité de Maastricht » **Michel Charasse**, 20 juin 1992

« L'Europe des technocrates est vraiment la tarte à la crème des partisans du « non ». C'est facile de dire quand on est à bout d'arguments 'L'Europe sera technocrate ». C'est faux. Ce qui est vrai, c'est qu'il y a un déficit démocratique. Le Traité de Maastricht apporte la réponse » **Pierre Mauroy**, 10 septembre 1992

« Maastricht, c'est une bonne cause qui est défigurée, caricaturée par le gang des démolisseurs, la bande des 5. Pourquoi je dis ça, moi qui suis d'habitude beaucoup plus modérée dans mes propos ? Parce qu'ils ne cessent jamais de raconter des mensonges et des contrevérités. **Elisabeth Guigou**, 24 août 1992

## **Le Non à Maastricht, c'était (déjà) le chaos, la guerre, la barbarie, l'impérialisme**

« Je dis oui à Maastricht parce que les « non » sont, à mon avis passés, ce sont les mêmes qui avaient peur au siècle dernier du chemin de fer » **Gilberte Beaux**, conseillère de Raymond Barre, 20 août 1992

« A ceux, qu'ils viennent de l'extrême gauche ou de l'extrême droite qui entretiennent la peur ou nourrissent la colère je dis : Vous êtes les fossoyeurs de l'esérance » **Michel Rocard**, 2 septembre 1992

« La perspective du « non » serait un tel bouleversement que tout serait remis en question. Ce serait un tremblement de terre. » **Roland Dumas**, 13 septembre 1992

« Dire non ce n'est pas être négatif, c'est être nihiliste. » **François Léotard**, 2 septembre 1992

« Un non au referendum serait pour la France et l'Europe la plus grande catastrophe depuis les désastres engendrés

par l'arrivée de Hitler au pouvoir » **Jacques Lesourne**, directeur du Monde, 19 septembre 1992

« En votant « non », nous donnerions un magnifique cadeau, sinon à Hitler, à Bismarck » **Alain Gérard Slama**, Le Figaro, 18 septembre 1992

« Nous aurons l'Allemagne que nous méritons. Otto von Bismarck est mort. Le 20 septembre en refusant de ratifier le Traité de Maastricht, nous pouvons le ressusciter » **Franz Olivier Giesbert**, 15 septembre 1992

« Je suis persuadé que les jeunes nazillons qui se sont rendus odieux à Rosstock votent « non » à Maastricht » **Michel Rocard**, 17 septembre 1992

« Le « non » français à Maastricht fut interprété comme un encouragement aux nationalismes. Il relança la guerre dans les Balkans. Encouragea les irrédentismes en tout genre. Il autorisa l'Allemagne à suréquiper l'armée croate et, quand l'ancienne Yougoslavie en fut à son six millionième mort, à s'interposer et à coloniser la région. Bref sans aller jusqu'à lui imputer toutes les guerres tribales ou paratribales qui enflammèrent l'Europe de l'Est, on ne peut pas ne pas songer que c'est lui, et lui seul, qui offrit à Berlin l'occasion de son nouveau Reich » **BHL**, 18 septembre 1992

« L'Allemagne paiera disait-on dans les années 20. Elle paie aujourd'hui : Maastricht, c'est le traité de Versailles dans la guerre » **Franz-Olivier Giesbert**, Le Figaro, 18 septembre 1992

## **Delirium tremens des partisans du « Oui »**

« Comme Victor Hugo, nous pouvons, au nom du socialisme et au nom de la République, déclarer « Vivement la monnaie unique » **Michel Dreyfus-Schmidt**, sénateur socialiste, 10 juin 1992

« Je pense que le traité de Maastricht est un beau texte. C'est beau ! C'est un bon et beau traité. Dans Maastricht, il y a un préambule magnifique. Et puis c'est très, très simples et très, très clair. Il ressemble à un programme juvénile d'organisation politique. C'est fou ! » **Brice Lalonde**, 8 septembre 1992

« Il faut expliquer aux Français comment Maastricht c'est passionnant, comme c'est très, très concret, c'est les pots catalytiques, c'est les fleurs, c'est l'eau » **Brice Lalonde**, 11 septembre 1992

« Voilà le slogan pour l'Europe « Oui, c'est gros costaud, non c'est riquiqui » **Michel Charasse**, 16 septembre 1992

« Qu'avons nous à perdre ? Rien à quoi nous n'avons déjà dû renoncer. Qu'avons nous à y gagner ? Tout ce dont nous pouvons rêver » **Henri Emma-**

**nuelli**, août 1992

« Maastricht constitue les 3 mots clefs de l'avenir : la monnaie unique, ce sera moins de chômeurs et plus de prospérité ; la politique étrangère commune, ce sera moins d'impuissance et plus de sécurité ; et la citoyenneté, ce sera moins de bureaucratie et plus de démocratie. » **Michel Rocard**, 27 août 1992

« Maastricht apporte aux dernières années de ce siècle une touche d'humanisme et de lumière qui contraste singulièrement avec les épreuves cruelles du passé ». Michel Sapin, 6 mai 1992

« Avec Maastricht, on rira beaucoup plus » **Bernard Kouchner**, 8 septembre 1992

## **Maastricht, c'était (déjà) la droite qui en parlait le mieux**

« Si le « oui » l'emporte, ce ne sera pas la victoire de François Mitterrand. Ce sera même sa défaite » **Jacques Chirac**, 15 septembre 1992

« Si vous noyez François Mitterrand sous le « oui », ce sera une victoire de l'opposition et non la sienne » **Michel Noir** (RPR) 11 septembre 1992

« Le traité de Maastricht agit comme une assurance-vie contre le retour de l'expérience socialiste pure et dure » **Alain Madelin**, 4 septembre 1992

« L'Europe de Maastricht est une Europe libérale. J'ai entendu Monsieur Chevènement, je l'ai trouvé convaincant : l'Europe qui se construit est en effet définitivement incompatible avec le socialisme français » **Hervé de Charrette**, responsable de l'UDF, 6 mai 1992

« Maastricht est la charte de l'Europe libérale » **Alain Lamassoure**, UDF, 6 mai 1992

« L'Histoire retiendra que ce sont les institutions européennes et les engagements internationaux de la France qui, en 1982 et 1983, ont empêché la rupture avec le capitalisme et le changement de société que nous promettaient les 101 propositions du candidat Mitterrand. Loin de favoriser le socialisme, l'Europe nous en protège » **Patrick Devedjian**, RPR, 13 août 1992

## **Et pour finir : Quand Michel Rocard dit haut ce que pensent tout bas nos gouvernants**

« Ce qui n'était pas prévu, c'est que les peuples puissent refuser ce que proposent les gouvernements » **Michel Rocard**, 28 juillet 1992

<sup>1</sup> Toutes ces citations sont tirées de : *Le bâtisseur de Maastricht*, Arléa, 1997

# Les stratagèmes du lobby nucléaire

Pour mémoire : la construction du premier prototype d'EPR, "réacteur du futur", décidée au début de l'année par le gouvernement, coûtera la bagatelle de 3 à 4 milliards d'euros. Le démantèlement progressif des centrales vieilles et vieillissantes, qu'EDF s'efforce de prolonger d'une quinzaine d'années, verra la facture s'élever à des sommets vertigineux dont une faible partie seulement est actuellement provisionnée. La catastrophe de Tchernobyl, après avoir été niée dans ses retombées sur l'hexagone, est aujourd'hui délibérément étouffée dans ses effets actuels sur les populations et l'environnement Belarus (voir le texte qui suit). Les déchets radioactifs ne cessent de s'accumuler et pour les plus dangereux d'entre eux le lobby nucléaire et le gouvernement n'ont d'autre solution à proposer (imposer) que l'enfouissement en profondeur, gage de hauts risques. Enfin la France espère bien enlever la palme d'or aux dépens du Japon. C'est Cadarache qui devrait accueillir le futur réacteur à fusion nucléaire, l'ITER. Pour l'emporter elle n'a pas lésiné sur les euros : de 457 millions de mise de départ, elle est passée à 914. Le coût estimé de la construction est de 4,57 milliards d'euros et le fonctionnement du réacteur exigera près de 5 autres milliards sur vingt ans. Même si l'hexagone ne sera pas seul à être sollicité financièrement, il lui faudra quand même apporter son écot.

Si on ajoute à cela les risques sérieux de catastrophes: explosions de réacteurs, fuites (de sodium notamment), accidents lors du transport de matériaux retraités ou à retraiter (plutonium, mox...), attentats..., on ne peut que se convaincre que le tribut à payer pour le maintien et le développement d'une énergie polluante et dangereuse pourrait bien être particulièrement élevé.

Que le lobby nucléaire veuille poursuivre sur sa lancée datant déjà d'une cinquantaine d'années prouve l'existence de multiples intérêts occultés. Mais alors que les magouilleurs de l'atome, militaire d'abord, puis civil, ne se sont nullement souciés pendant des lustres d'informer les populations, depuis les mobilisations militantes et populaires - Malville, Plogoff et toutes celles qui ont suivi - le lobby a changé de stratégie, ne pouvant plus masquer ses intentions. Il opère donc différemment, essentiellement par la désinformation, la manipulation, l'intox, les pressions, tout en se gargarisant de concertation.

Nous reprenons ci-dessous de très larges extraits d'un texte que le Réseau "**Sortir du nucléaire**" a diffusé auprès de la presse militante. Il montre clairement que dans le domaine de "la concertation" les dés sont d'avance pipés. Et devant les façons de faire que rapporte l'article, on se dit que l'industrie nucléaire n'est sans doute pas le seul terrain où s'appliquent ces pratiques: le "dialogue social", la "cohésion sociale", leitmotivs chers à Raffarin, le forcing ("*paradigme d'autorité*", voir le texte) s'appuyant sur la division syndicale, n'en sont que différentes facettes.

J.F.

## La désinformation nucléaire

### Menace sur les associations antinucléaires et de protection de l'environnement

*Concertation, démocratie supposée participative, Commission nationale du débat public, débat national sur l'énergie... Depuis quelques temps, les autorités et les multinationales du nucléaire invitent les associations, groupes et autres collectifs à participer à des diverses formes de débats supposés démocratiques. Attention: il ne s'agit pas là de quelques tentatives expérimentales ou désordonnées, mais bien d'un processus, cohérent, coordonné, bénéficiant de puissants moyens, dont le seul objectif est de faire accepter par les populations le nucléaire et ses risques. Toutes les méthodes sont "bonnes": faire main basse sur les données montrant les véritables conséquences de la catastrophe de Tchernobyl; préparer à l'avance la minimisation des conséquences d'une nouvelle catastrophe nucléaire, y compris si elle a lieu en France; diviser les opposants au nucléaire; tenter d'associer des associations à la gestion du nucléaire pour désamorcer la vigilance ou la colère des populations mises en danger.*

*Vous ne voulez pas de déchets*

*nucléaires près de chez vous ? Venez discuter avec nous et, vous verrez, vous finirez par nous donner votre accord'.*

Voici, à peine caricaturée, la façon dont se préparent aujourd'hui les nouveaux investissements de l'industrie nucléaire. En effet, pendant des décennies, le pouvoir ne s'est pas embarrassé de consultations et autres processus supposés démocratiques: les compagnies de CRS ont systématiquement réprimé les populations locales qui manifestaient leur refus et leurs colères. Aujourd'hui, les données sont différentes: la diffusion de l'information et l'organisation de la mobilisation citoyenne peuvent se faire rapidement et efficacement sans grands moyens financiers, notamment grâce à Internet(...).

En France, l'épopée de la "mission granite", au premier semestre 2000, marque certainement la fin d'une époque "bénie" où le lobby nucléaire pouvait faire à peu près ce qu'il voulait, sans se soucier des populations. Cette "mission", composée de trois hauts-fonctionnaires, était chargée d'étudier l'implantation éventuelle dans un site granitique d'un "laboratoire souterrain" pour le stockage des déchets nucléaires. Quinze sites avaient été sélectionnés, dans l'Ouest et le Massif central. Dès le début de la mission, le 7 mars 2000, de nombreuses manifestations anti-nucléaires se sont déroulées dans les départements concernés, notamment en Mayenne où la "mission granite" a été symboliquement mais fermement reconduite

jusqu'aux limites du département par de milliers de manifestants!

Dans un rapport publié fin juillet 2000, la "mission granite" reconnaissait son échec. A priori, une belle victoire pour les opposants au nucléaire qui, dès le 27 janvier 2000 s'étaient procurés et avaient rendue publique la liste, alors confidentielle, des quinze sites pressentis. Pourtant, en lisant avec attention le communiqué final de la "mission granite", on peut voir que le lobby nucléaire envisage déjà sa contre-attaque: "*Sur un sujet aussi complexe que la meilleure solution pour gérer des déchets radioactifs, il faut du temps et de la méthode pour arriver à une vision suffisamment partagée des recherches entreprises, des enjeux et des risques (...) Une réflexion plus générale sera menée sur les conditions et les modalités de la concertation, ainsi que sur l'information de l'opinion*".

### Le savoir-faire de Mutadis

Dans le camp des pro-nucléaires, un personnage est bien placé pour analyser l'échec de la "mission granite". Il s'agit de Gilles Hériard-Dubreuil, directeur de "Mutadis consultant": un cabinet grassement financé depuis des années pour travailler sur les façons de faire accepter le nucléaire. Mutadis a participé à la "mission granite", mais seulement pour animer un groupe de travail avec les quelques associations qui ont accepté de collaborer. Le savoir faire de Mutadis a d'ailleurs rapidement fait ses preuves



comme le montre la première revendication élaborée par ce groupe: *"indemnisation des participants associatifs (frais, temps passé, congé représentation) dans les structures de concertation"*. Gilles Hériard-Dubreuil est un véritable magicien: dans un contexte troublé extrêmement défavorable, il parvient néanmoins à ce que des associations demandent à être financées pour collaborer et apporter ainsi une caution aux projets les plus inacceptables. M. Hériard-Dubreuil considère certainement que l'échec global de la "mission" conforte ses thèses. De 1997 à 1999, il a coordonné le programme européen Trustnet ([www.trustnetgovernance.com](http://www.trustnetgovernance.com)): un "processus de réflexion collective concernant la gestion sociale des risques industriels, naturels et sanitaires en Europe" qui a rassemblé "quatre-vingt participants (fonctionnaires, chercheurs, industriels, associatifs)" pour élaborer, "le concept de gouvernance des activités à risque, et définir un modèle de décision reposant sur la construction d'une confiance mutuelle".

La revue *"Environnement & Technique"* de janvier-février 2000 (N° 193) a publié les premiers résultats du programme Trustnet sous le titre *"En débat: acceptabilité - Justifier le risque en justifiant l'activité (à risque)"*. Ce que ce titre laisse craindre est confirmé dans le document: à aucun moment, il n'est question de remettre en cause l'existence de l'activité à risque. L'hypothèse que cette activité soit jugée trop dangereuse, et abandonnée, n'est jamais évoquée. Le seul objectif est de parvenir, par des stratégies adaptées, à faire accepter cette activité par les populations, les élus: *"La construction collective d'une prise de décision autour d'une activité à risque donne plus de chance à l'activité en question d'être durablement acceptée"* ou encore *"L'opérateur doit accepter d'aborder la justification de l'activité introduisant un risque pour ne pas se mettre dans une situation défensive: il augmente ainsi ses chances de parvenir à définir le risque et de rendre ainsi acceptable l'activité à risque."*

Trustnet se met de toute évidence du côté des opérateurs auxquels elle apporte des conseils pour arriver à leurs fins, même lorsque l'affaire est mal engagée: *"La construction collective d'une prise de décision permet aussi, dans certains cas, de débloquer des situations délicates."* Trustnet se propose même de faire gagner du temps (et donc de l'argent) aux opérateurs en accélérant les opérations lorsque la situation le permet, en se rapprochant d'un modèle de décision *"technocratique et autoritaire"*, ce qui montre bien le peu de considération porté aux droits et libertés des populations concernées:

*"Le décideur peut désormais se référer à deux modèles de prise de décision:*

*- d'une part, le modèle technocratique et autoritaire (Trustnet définit le "paradigme d'autorité") utilisé autour des grands choix scientifiques et techniques*

*depuis une cinquantaine d'années*

*- d'autre part le modèle de la concertation (Trustnet définit le "paradigme de confiance mutuelle") qui repose sur la mise en oeuvre d'une véritable démarche de concertation associant l'ensemble des acteurs concernés."*

Lorsqu'il n'est pas possible de passer en force, Trustnet conseille de construire alors une "confiance mutuelle". Celle-ci n'est donc basée sur aucune sincérité de la part de l'opérateur ou du décideur. Il s'agit bel et bien de tromper les citoyens par la ruse: *"Chaque processus de décision est un dosage différent de ces deux modèles. Il appartient au décideur de définir, dans chaque cas de figure, le dosage le plus adapté au sujet et aux circonstances"*.

Est-il besoin d'en rajouter ?

Un autre programme, le projet CO-WAM (*Community Waste Management*; <http://cowam.com>) a été mené de septembre 2000 à septembre 2003 sur le même thème de l' "acceptabilité", mais spécifiquement à propos des déchets nucléaires: *"une action concertée à l'échelle européenne soutenue par la Commission Européenne (DG Recherche) dont l'objectif est de développer des recommandations pratiques en vue d'améliorer la qualité des processus de décision en matière d'implantation et d'exploitation d'installations de gestion de déchets nucléaires."* Le secrétariat de Cowam est à nouveau assuré par le cabinet "Mutadis consultant" qui s'avère incontournable et dont le chiffre d'affaire doit être impressionnant: gonflé par notre argent, qu'il provienne de subventions (il s'agit alors de nos impôts) ou des entreprises du lobby nucléaire (principalement nourries par nos factures d'électricité).

Citons aussi l' "Institut Européen de Cindyniques" (*IEC*; [www.cindynics.org](http://www.cindynics.org)), sponsorisé par des poids lourds des industries à risques: EDF, Cogéma, Total, SNCF: *"Le mot grec kindunos, qui désigne le danger, a été proposé pour désigner une science émergente dans les industries suivantes: production d'électricité par le nucléaire, transport aérien, programmes spatiaux, grande chimie, grande métallurgie."* (voir sur [www.cindynics.org](http://www.cindynics.org)). L'incontournable Gilles Hériard-Dubreuil, vice-président du comité scientifique de l'IEC, était président du comité de Programme d'un grand colloque, *"Activités à risques et démocratie: vers de nouvelles formes de gouvernance ?"* organisé par l'IEC à Paris les 17, 18 et 19 mars 2003.

## Refuser l'accès aux données

Le lobby nucléaire ne se contente pas d'étudier de très près les façons de faire accepter aux populations les futurs sites de déchets nucléaires. Le risque de catastrophe, en particulier nucléaire, est aussi décortiqué sous tous les angles. Et, bien entendu, quel "meilleur" exemple que Tchernobyl pour mener des études ? Problème: même si le nuage de Tchernobyl a traversé une grande partie de l'Eu-

rope, ce sont l'Ukraine et la Biélorussie qui ont été les plus touchées. Or, c'est en Europe de l'Ouest, que le lobby nucléaire est puissant, en particulier en France avec EDF, la Cogéma (désormais composante du groupe Areva), le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), ou l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (IRSN). Qu'à cela ne tienne: ces quatre puissantes structures sont unies dans le "Centre d'étude sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire" (*CEPN*; [www.cepn.asso.fr](http://www.cepn.asso.fr)) qui leur sert de véritable cheval de Troie pour s'imposer partout où leurs intérêts sont en jeu. Animé par un dénommé Jacques Lochard, bénéficiant d'une manne financière d'environ 2 millions d'euros par an, le CEPN a mis en oeuvre plusieurs programmes (*Core*, *Ethos*) dont la finalité dépasse l'entendement. Michel Fernex, Professeur honoraire à la Faculté de Médecine de Bâle (Suisse), a produit sur le sujet un excellent article dans le n°22 de *Trait d'union*, revue de la Criirad (1er semestre 2002). Extrait: *"Le lobby nucléaire cherche à établir des directives en vue du prochain accident nucléaire qui serait inéluctable selon les experts. En cas d'accident, la priorité devrait être la réduction des dépenses. Ceci implique de considérer comme intangible, le dogme de la non-nocivité des faibles doses de rayonnements ionisants. (...) Les responsables d'Ethos ont demandé au ministre biélorusse chargé des problèmes de Tchernobyl, de se substituer à l'institut indépendant de radioprotection Belrad, dirigé par le Professeur V.B. Nesterenko, dont ils utilisaient les données de mesures, depuis quelques années. La lettre du ministre, signée par Valéry Shevchouk le 25.01.2001, communiquait en conséquence au directeur de Belrad, que la gestion d'une série de villages du district de Stolyn lui était enlevée au profit de Ethos-2."* conformément à la demande de ces derniers.. " Michel Fernex ajoute: *"Si les conséquences sanitaires de Tchernobyl étaient connues, elles mettraient fin au programme de développement nucléaire mondial"* (*Politis*, 13 décembre 2003).

L'affaire est claire: pour éviter sa disparition pourtant méritée, le lobby nucléaire empêche l'opinion publique d'accéder aux données sur les conséquences réelles de la catastrophe de Tchernobyl. Pire, il se prépare à renouveler cette immense manipulation: si une catastrophe nucléaire se produit en France, le lobby nucléaire et les autorités de l'Etat ne diront pas *"Nous avons eu tort, le nucléaire est vraiment trop dangereux, il faut programmer la fin la plus rapide de cette industrie"*. Ils diront: *"Bien sûr, cet évènement est regrettable, mais la situation n'est pas si grave. Grâce aux études que nous avons menées après Tchernobyl, nous vous assurons que vous allez pouvoir continuer à vivre tout à fait normalement"*. La meilleure défense étant l'attaque, le lobby nucléaire ne se contente pas de cacher la vérité pour préserver son existence. Il prépare aussi soigneusement la mise en oeuvre de ses

projets en travaillant à la déstabilisation des opposants par deux biais principaux: en les divisant, et en apprenant à les connaître le plus précisément possible.

## Susciter la collaboration

Pour diviser les opposants, la première chose à faire est d'en amener certains à collaborer avec les autorités. Ce fut ainsi le cas lors de la "mission granite": *"La Mission a constitué un groupe de travail avec des interlocuteurs associatifs qui l'ont accepté (...). Les trois premières réunions, tenues les 5, 13 et 25 avril, ont porté sur l'apport associatif et l'organisation de la concertation. La Mission Granite a tenu une dernière réunion associative le 31 mai 2000 pour recueillir les propositions des associations citées plus haut sur le projet de laboratoire et sur la contribution possible de ces mêmes associations à la concertation. Pour l'animation de ce groupe de travail, la Mission Granite a reçu le soutien technique et logistique de Mutadis Consultants".* Nous pouvons constater que, pour une mission aussi sensible et stratégique, c'est l'inévitable Gilles Heriard-Dubreuil et son cabinet Mutadis qui sont à l'oeuvre. Le fin du fin, pour les stratèges du lobby nucléaire, est de faire "d'une pierre deux coups" en obtenant la collaboration d'organisations connues: en plus de diviser les opposants, il s'agit de donner le plus possible de légitimité à la procédure de "concertation". Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que certaines organisations sont grassement subventionnées par l'Etat et bénéficient de budgets importants, éventuellement abondés par les entreprises polluantes. Sans surprise, on peut constater que ces organisations participent quasi systématiquement aux procédures organisées par les autorités, les opérateurs et autres exploitants, lesquels se gargarisent alors de ne rien décider sans l'aval de la "société civile" ou sans s'être concerté avec *"les associations de protection de l'environnement"*. Cette dernière formule, fréquemment utilisée, est suffisamment précise pour faire croire à un consensus et suffisamment floue pour ne pas révéler la supercherie: de quelles associations s'agit-il ? Quelle est leur légitimité ? Leur représentativité ?

Leur indépendance ? Pourquoi ont-elles accepté de jouer le rôle de caution du pouvoir ?

## Simuler un processus démocratique

Depuis quelques années, la loi prévoit que les grands projets d'aménagement du territoire sont précédés d'une "concertation" organisée par la Commission nationale du débat public (CNDP). C'est une véritable institutionnalisation de la stratégie visant à trouver des cautions et à simuler un processus démocratique. Ainsi, dans un texte intitulé *"Expériences françaises et internationales sur la concertation autour des sites industriels"* (décembre 2002, consultable sur [www.irsn.fr](http://www.irsn.fr)), on peut lire: *"Les nouvelles évolu-*

*tions de la mission de la CNDP montrent les avantages d'une concertation menée à l'initiative de l'exploitant en amont de la demande administrative d'autorisation."* Comme par hasard, le document cité a été principalement rédigé par des représentants du CEPN et de Mutadis. Certaines personnes estiment que de telles concertations ne constituent pas nécessairement un piège et citent d'ailleurs le cas d'une ligne THT dont la construction a été repoussée après le débat organisé par la CNDP. Or, c'est seulement la mobilisation des populations qui a permis cette annulation. La phrase citée ci-dessus est explicite: le seul objectif est de faire accepter l'installation à risque (ou polluante) et non de déterminer si elle doit ou non être construite. Pour les personnes naïves qui verraient dans de tels débats une certaine forme de "démocratie participative", il faut rappeler que cette dernière se caractérise par un critère fondamental: ce sont les citoyens qui prennent la décision finale. Ce n'est bien entendu jamais le cas quand il s'agit du nucléaire. Par exemple, concernant la construction d'un nouveau réacteur nucléaire (appelé EPR) en France, aucune personne sérieuse n'imagine que les autorités déclarent à la fin du débat de la CNDP: *"Vous nous avez convaincus, nous n'allons pas faire ce réacteur"*. Pire, si des "opposants" participent à cette mascarade, le discours officiel sera: *"La décision finale ne peut être contestée puisque le débat a été pluraliste"*. Participer aux "concertations" n'est donc pas seulement vain mais aussi totalement contreproductif puisque cela bénéficie en fin de compte aux autorités et aux multinationales. La participation à de telles parodies de démocratie peut s'expliquer par la naïveté, mais aussi l'intention de conserver ou obtenir des subventions, le fait d'être considéré, courtoisé, flatté.

En plus de diviser les opposants, mais aussi pour mieux y parvenir, le lobby nucléaire a décidé de les étudier très précisément. A nouveau, les comptes-rendus de la "mission granite" sont explicites (voir: [www.industrie.gouv.fr/energie/nucleair/pdf/annexe.pdf](http://www.industrie.gouv.fr/energie/nucleair/pdf/annexe.pdf)). La mobilisation des opposants est décortiquée jusque dans les moindres détails.

- Chaque association, organisme, mouvement est analysé(...).

- Les apparitions dans les médias des opposants, de chaque porte-parole ou représentant associatif, sont minutées, décortiquées en détail, classées par registre. Un travail dont l'aspect titanesque montre bien l'importance qui lui est donnée par le lobby nucléaire.

Le compte-rendu de la "mission granite" illustre la montée en puissance d'une nouvelle catégorie d'intervenants: *"Les réflexions et les propositions du laboratoire LASAR de l'université de Caen, sur les enseignements de la Mission"*. LASAR signifie "Laboratoire d'analyses sociologiques et anthropologiques des risques": effectivement, ces dernières années, un certain nombre de chercheurs en sciences humaines se sont intéressés

au nucléaire, à ses projets, aux mouvements de résistance, et en particulier à la thématique du risque. **Autant le dire, il s'agit là d'une menace importante pour le mouvement anti-nucléaire: c'est en utilisant les travaux des chercheurs que le lobby nucléaire entend apprendre à désamorcer les actions citoyennes, connaître les opposants pour élaborer des stratégies de division, de déstabilisations.** (...).

Certains chercheurs agissent sûrement par simple curiosité scientifique mais, de façon générale, l'abondance et l'origine des financements de leurs travaux ne trompe pas: le lobby nucléaire mise beaucoup (au propre comme au figuré) sur eux.

## Conclusion

Dans les mois à venir, le lobby nucléaire va tenter d'imposer l'enfouissement des déchets nucléaires en France, à Bure dans la Meuse, et la construction d'importantes installations: un ou plusieurs réacteurs nucléaires EPR, dont une tête de série à Flamanville en Basse-Normandie, une nouvelle usine de production du combustible nucléaire (usine Georges Besse 2, en remplacement de la première, vieillissante, située à Pierrelatte dans la Drôme). Parallèlement, les centrales nucléaires actuelles sont vieillissantes alors que les budgets de maintenance subissent d'importantes restrictions budgétaires: les risques d'accident nucléaire, voire même de catastrophe, n'ont jamais été aussi élevés. Le lobby nucléaire (Etat, multinationales comme EDF ex-service public et Areva) est prêt à utiliser toutes les méthodes pour arriver à ses fins mais aussi pour survivre à un nouveau Tchernobyl.

Pour que l'irréparable ne se produise pas, nous devons déjouer les pièges tendus par le lobby nucléaire en particulier, et surtout ne pas collaborer à ses pseudos "concertations" - et organiser la résistance citoyenne. N'oublions pas que le colosse nucléaire que nous avons face à nous a des pieds d'argile. A l'échelle mondiale, l'heure de vérité approche: plus le pétrole deviendra cher, et plus apparaîtra l'incapacité du nucléaire à représenter une alternative. En effet, les réserves planétaires d'uranium le combustible qui "nourrit" les réacteurs nucléaires seront épuisées vers 2050, et bien plus tôt encore en cas d'augmentation du nombre de réacteurs nucléaires sur la planète. Le nucléaire, manifestement incapable de "sauver" l'humanité du réchauffement climatique et de la montée du prix du pétrole, va redevenir aux yeux de l'opinion ce qu'il n'a jamais cessé d'être à nos yeux: une industrie injustifiable qui doit disparaître au plus vite.

**Réseau "Sortir du nucléaire"  
Fédération de 695 associations**

**9, rue Dumenge 69004 Lyon  
[www.sortirdunucleaire.org](http://www.sortirdunucleaire.org)**

# E.P.R. : Non !

Sous le titre "Le réacteur nucléaire ne passera pas !", le réseau "**Sortir du Nucléaire**" lance une campagne nationale de résistance citoyenne contre la décision prise par le gouvernement avec l'aval (sous la pression) des dirigeants d'EDF, de la construction d'un prototype de réacteur EPR, dont le coût s'élève au bas mot à 3 milliards d'euros.

Et pourtant un sondage IFOP de septembre 2002 révèle que 60% des Français sont opposés à la construction de nouveaux réacteurs nucléaires. Mais manifestement le pouvoir s'en fout, tout comme, lors des pseudo-débats de 2003 auxquels les citoyens n'ont pas pu participer, il n'a nullement tenu compte des réserves émises par les "sages" chargés de coordonner les débats sur la soit-disant nécessité d'une rapide décision en faveur de l'EPR.

Cette campagne prend la forme d'un blocage administratif d'EDF. Il s'agit tout simplement de payer les factures d'électricité au moyen de plusieurs chèques de montants différents dont la somme totale correspond au montant exact de la facture. L'enveloppe fournie par EDF comprendra l'ensemble des chèques, la carte postale expliquant les raisons de la démarche (voir modèle ci-inclus). Pour que le Réseau puisse faire un suivi précis de l'opération, il convient de lui adresser la carte d'engagement fournie dans les documents de campagne.

C'est la masse des personnes qui mettront en œuvre cette action sur la durée qui créera un énorme embouteillage administratif à EDF, manière de faire pression sur le distributeur et le gouvernement pour l'annulation de la construction de l'EPR. A vos chèques donc...

Le matériel de campagne est à commander au réseau "Sortir du nucléaire" 9 rue Dumenge 69317 LYON cedex 04 Tél : 04 78 29 29 22 Courriel : [rezo@sortirdunucleaire.org](mailto:rezo@sortirdunucleaire.org) prix port compris : 10 exemplaires = 5 euros, 50 exemplaires = 15 euros 100 exemplaires = 20 euros.

## Lettre à adresser au centre de paiement EDF :

Madame, Monsieur,

Vous trouverez ci-joint plusieurs chèques dont le total correspond au montant de ma facture d'électricité. J'ai décidé d'agir ainsi, dans la durée, pour vous faire part de mon profond mécontentement concernant la décision de construire un réacteur nucléaire EPR. Ce projet est coûteux, dangereux et inutile. Avant de s'engager dans cette voie sans issue, EDF aurait bien fait de consulter ses usagers qui, d'après différents sondages, sont très majoritairement opposés à la construction de nouveaux réacteurs nucléaires.

Il s'agit d'un enjeu crucial qui structurera durablement notre société avec le renouvellement de notre parc de centrales nucléaires. En mon nom et au nom des générations futures, je vous demande de renoncer à l'EPR. Un vrai service public, au service du public, devrait avoir comme priorités les économies d'énergie et les énergies renouvelables, et non pas l'incitation à toujours plus de consommation d'électricité (chauffage électrique, climatisation, etc.).

Comptant sur votre réponse écrite, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de mes sincères salutations.

Dans le cadre de nos échanges avec la revue "Alternative Libertaire", nous publions ici l'édito paru dans le n° 135 (décembre 2004) de ce mensuel. ([www.alternativelibertaire.org](http://www.alternativelibertaire.org)). Abonnement un an : 25 euros. Chèque à l'ordre d'"Alternative libertaire" BP 295 75921 PARIS cedex 19 (nouvelle adresse). "Alternative Libertaire" est aussi disponible dans les maisons de la presse des villes grandes et moyennes, ainsi que dans les gares parisiennes.

## Yasser Arafat est mort, vive la Palestine libre !

Au-delà de l'individu, Yasser Arafat est aussi un symbole de l'identité du peuple palestinien et de sa lutte. Qu'on le veuille ou non, Yasser Arafat est dans la lignée des grands chefs de lutte qui sont apparus après la Seconde Guerre mondiale. On lui a souvent reproché un comportement despotique, utilisant violence, corruption, manipulation afin de conserver un terrain d'entente avec les composantes les plus extrêmes de la société palestinienne. Cependant, en fondant le "mouvement de libération palestinien" (Fatah) et en devenant le dirigeant de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en 1969, il a contribué à ce que le peuple palestinien retrouve un semblant d'existence. Et, de fait, l'OLP n'a jamais été un parti politique en tant que tel, mais plutôt un regroupement de plusieurs courants politiques qui a servi de lien entre toutes les entités palestiniennes éparpillées à travers le monde (rappelons que 60 % du peuple palestinien ne vit pas sur le territoire de l'ancienne Palestine).

Aujourd'hui, le fait que les dirigeants israéliens et le président américain considèrent que la disparition de Yasser Arafat pourrait relancer le processus de paix est une vaste supercherie. Peu importe qui dirige le peuple palestinien dans le futur, ils souhaitent surtout l'émergence d'une direction plus flexible et plus « pragmatique » pour les Palestiniens. Le plan unilatéral de désengagement de la bande de Gaza en est une bonne illustration. Si l'on en croit les médias français, le vote de la Knesset serait le début de la libération de Gaza, donc une marche vers la paix (quid des 240 000 colons de la Cisjordanie ?). Or, le fait que le peuple palestinien et ses représentants ne soient pas associés à ce plan, que les autorités israéliennes refusent toute participation de la communauté internationale montre qu'on est loin, très loin d'une volonté israélienne de marche vers la paix. Ce plan n'est qu'une mascarade pensée et organisée pour faire face à la pression internationale.

Par ailleurs, il faut se souvenir que la frontière terrestre de cette bande de terre de 40 km de long sur 10 km de large est totalement bouclée par un mur d'acier et de béton, entouré de miradors, ainsi que de deux uniques check point fortement militarisés pour entrer et sortir. Pas de frontière aérienne (l'aéroport de Gaza, autrefois financé par l'Union européenne mais aujourd'hui détruit ne sera pas rouvert), pas de frontière terrestre (toute circulation humaine et des marchandises sera laissée à la « bonne volonté » des forces armées israéliennes), pas de port. La bande de Gaza sera comme une vaste prison de plus d'un million d'habitants, un lieu où, qui plus est, la déportation des résistants palestiniens de Cisjordanie sera privilégiée.

Au moment où le gouvernement israélien bombarde la population civile de la bande de Gaza (opération « jour de pénitence »), intensifie la colonisation de la Cisjordanie, continue la construction du mur d'annexion et les mesures d'étouffement de la population, on peut douter du fait que la mort de Yasser Arafat change un iota de la politique coloniale que mène Israël.

Les exemples de durcissement de l'annexion sont nombreux. Le mur ségrège tout les jours un peu plus les deux communautés. Les habitants palestiniens d'Hébron par exemple constatent que leurs droits se réduisent comme une peau de chagrin : avec les deux murs qui bientôt couperont la ville en quatre districts, c'est 48 % des terres qui seront confisquées. Hébron est une ville où, en sus de la construction du mur, les Israéliens détruisent des maisons vieilles de 600 ans afin de construire une « route des fidèles » interdite aux Palestiniens et reliant la colonie de Kiryat Arba.

Ainsi aujourd'hui comme hier, tout ce qui fonde l'identité du peuple palestinien, et notamment son histoire, est la cible des Israéliens (jusqu'à présent plus de 450 villages ont été rasés).

**Marielle et Marc (CAL d'Angers)**

# Marchandisation et citoyenneté

**Les idéologues du système marchand ont coutume de confondre marché et responsabilité, marché et citoyenneté. Le consommateur «libre» serait la réplique parfaite de l'«homo politicus», le citoyen, libre par essence. Le marché, ou plutôt, les lois du marchés, seraient, non seulement le meilleur moyens d'affectation des moyens de production, de répartition des richesses produites, mais aussi le meilleur moyen afin que s'«exprime l'esprit d'initiative et de responsabilité de l'être humain». Cette vision qui constitue un des socles les plus solides de la «pensée unique» est en passe de constituer dans l'inconscient collectif le fondement de tout comportement individuel et collectif. Et pourtant ...**

Il n'en a pas été toujours ainsi. La «rationalité» du comportement humain, forcément social, n'a pas toujours, dans l'Histoire, été déterminée de la manière dont elle l'est aujourd'hui. Ceci permet de prendre conscience de la relativité des «évidences», et doit nous permettre de prendre un recul nécessaire pour porter un jugement sur le «sens» de ce que l'on voit, et donc des jugements que l'on est amené à porter sur soi et/ou sur les autres... et, bien sûr, à intégrer tout cela dans la construction d'un «monde nouveau»

## L'irrésistible ascension de l'«esprit» du marché

La responsabilité ou l'irresponsabilité de l'individu est toujours fonction du rapport social dominant. Quiconque transgresse les lois existantes est taxé d'irrationalité voire de folie. L'Histoire est pleine, et jusqu'à aujourd'hui, de ces individus qui, contre «toute évidence» se sont élevés ou ont dénoncé des principes sociaux et économiques, ont été condamnés pour cela, pour... être réhabilités quelques siècles plus tard, souvent considérés comme des précurseurs, voire des visionnaires (?).

C'est durant le Moyen Age (et oui!) qu'ont été jetées les bases de ce qui constitue aujourd'hui le «comportement rationnel de l'être social», c'est à dire de ce qui est perçu, convenu, accepté, comme un comportement «économiquement normal» ou dit autrement «socialement normal». En effet, face à une conception sociale et politique dominée

par la religion durant les siècles de cette époque, s'est peu à peu développé un comportement, une activité, une manière de faire et d'être tout à fait nouvelle.

Les «marchands» vont, de l'an 1000 au 18<sup>e</sup> siècle donner un autre sens à l'activité sociale et à l'image sociale de l'individu. On va passer de l'individu «sujet de Dieu» à l'«être social sujet de sa propre histoire». Ainsi la notion de responsabilité va se «laïciser»... l'être humain du Moyen Age, responsable de ses actes devant Dieu, et craignant ce dernier dans tous ses actes de la vie, va céder peu à peu la place à un individu pour lequel le «sens des affaires» va devenir la préoccupation dominante. «Faire de l'argent» va devenir au moins aussi important que de «faire plaisir à Dieu». D'ailleurs l'Eglise ne s'y est pas trompé et à vu très rapidement les risques que représentait ce nouveau comportement qui, en quelque sorte, la concurrençait dans sa domination sociale. Ce processus va bien entendu affecter toutes les instances de la société et même, et surtout, le Pouvoir. La Renaissance d'abord et ensuite et surtout le Siècle des Lumières vont être les étapes que cette «mutation mentale» et, c'est la bourgeoisie commerçante qui sera le fer de lance du changement politique et économique qui aboutira à l'instauration et à la généralisation de l'éco-

nomie marchande au 18<sup>e</sup> et surtout aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècle.

Sans pour cela nier Dieu, celui-ci va prendre un sérieux «coup de vieux» et va se voir relégué aux marges des préoccupations humaines. D'un Dieu fondateur de valeurs, on va passer à un Dieu «caution» des nouvelles valeurs. Celles ci vont se fondre dans le moule utilisé à fabriquer l'essence de la nouvelle société: l'argent.

## Le règne de la morale marchande

Aujourd'hui c'est chose acquise et intégrée, la morale marchande nous pénètre toutes et tous et nous détermine dans notre comportement social ainsi que dans le jugement et la perception que nous avons de l'Autre. De manière générale, il ne vient pas socialement et politiquement (c'est-à-dire tant dans la manière d'agir que dans la conception de l'organisation sociale) au plus grand nombre d'entre nous d'accréditer une rationalité autre que celle qui préside à la cohérence du système marchand dominant. Remettre en question cette rationalité demande un énorme effort d'«arrachement» à la norme sociale... effort aussi important que celui de nos ancêtres remettant en cause la conception déiste de la société. Remettre en

question cette rationalité c'est être montré du doigt, considéré comme un «hérétique», un utopiste ou un fou (ce qui est considéré comme la même chose ou à peu près), voire un être dangereux... Galilée n'est pas simplement condamné parce qu'il voit «la terre tourner autour du soleil» mais parce qu'il remet en question toute une conception de l'univers qui fonde la société.

Sans parler des conservateurs, c'est à dire celles et ceux qui souhaitent perpétuer le système dominant, les progressistes tombent dans le piège du caractère indépassable de la norme (aujourd'hui marchande) dominante.



# La vieille taupe

(celle de Marx, pas la librairie !)

Le «changement» n'est alors conçu que comme un «aménagement» du système dominant, c'est à dire dans le plus grand respect de ce qui en constitue son fondement. Qui en effet aujourd'hui remet en question (en dépit de la frénésie des discours essentiellement incantatoires) la marchandise et ses principes d'existence et son fonctionnement? A peu près personne,... et d'ailleurs le critère de responsabilité se fonde sur ce respect, c'est à dire sur la reconnaissance explicite ou implicite du fondement de sa rationalité. Remettre en question la marchandise est socialement considéré comme parfaitement irresponsable. On conteste, on fustige le marché pour ses excès, parce que «on ne le contrôle pas suffisamment», mais en aucun cas on ne remet en question son existence, son essence. Ainsi se développe une espèce de «contestation molle», de pseudo radicalité, qui donne l'impression de la radicalité à celles et ceux qui la tiennent ou qui la reçoivent, contestation qui devient l'«alibi démocratique» de la perpétuation du système marchand.

Assimiler «citoyenneté» et «économie de marché» constitue une des plus grande mystification de ces deux derniers siècles. En effet, qu'un système, qui a pour principe d'instrumentaliser l'être humain, puisse se parer, idéologiquement, du concept de citoyenneté a quelque chose d'extraordinaire. Et ça marche. Ça marche au point que le rapport marchand structure notre rapport social dans ce qu'il a de plus intime et personnel. Prenons le cas du respect de l'autre et du civisme: le respect de l'autre, dans notre activité sociale est garanti, non par le respect qu'on lui porte, mais la crainte que l'on a d'avoir un

malus par notre compagnie d'assurance. Ainsi, c'est l'entreprise d'assurance (entreprise marchande) devient implicitement la garante du respect des codes de bonne conduite.(? ??). Sans parler de nos besoins qui sont dictés non par nos goûts ou notre besoin nutritionnel mais par les services marketing des grosses entreprises de l'industrie agro-alimentaire... il est évident qu'un gamin qui mange pour son goûter du pain et du chocolat est un ridicule passésiste aux yeux des autres.



Ainsi, la rationalité marchande ne nous agresse plus parce que nous l'avons intégré, elle est en nous. Nous l'avons intégré comme nos ancêtres avaient intégré les valeurs de leur époque. Elle est en passe de constituer, et constitue pour la plus grande masse, l'essence de notre comportement social.

Mais, de même que la foi (quelle que soit la religion, mono ou polythéiste) était prétexte à tous les excès et atrocités, l'Argent et le système qui le sous tend va être, et est, le prétexte à tous les conflits et de toutes les aberrations telle que (et ce n'est pas la seule), la destruction de notre environnement, l'accroissement des inégalités et de la pauvreté dans un monde de plus en plus à même de pouvoir, physiquement mais pas socialement, satisfaire les besoins de chaque individu... et c'est là, par la prise de conscience de ces situations, que réside le salut de l'humain, autrement dit c'est là, et par là, que l'Histoire se fait.

Patrick MIGNARD

Lorsqu'un système économique n'est pas menacé dans ses fondements, n'étant en confrontation avec aucune opposition ni utopie, il lui est impossible de se remettre en cause ou simplement de se réguler, tout juste peut-il, par une fuite en avant éperdue, accroître sa domination et ce jusqu'au point de rupture inévitable. A telle enseigne, et je ne sais si cela a traversé la conscience de chacun, qu'il semblerait que laisser la dictature capitaliste oeuvrer selon sa propre logique accélérerait sa perte et à terme son éradication.

En réalité ce qui a fait la force historique du capitalisme c'est sa capacité sous la contrainte populaire, et exclusivement sous celle-ci, à s'humaniser en attendant des «jours meilleurs». Lorsque cette contrainte, cette peur du «grand soir» se relâchent voire disparaissent, les limites s'estompent, et tout ce qui régulaient plus ou moins la société par des aménagements et réformes, parfois audacieuses, deviennent caduques et se traduit par une remise en cause aussi logique que réactionnaire des acquis sociaux. Logique, car en démocratie capitaliste on n'élude pas les problèmes, on les noie dans une masse de fausses informations, on les désubstantifie en un magma de réalisme : «pour lutter contre le chômage il faut travailler plus», de fatalisme : «nous sommes malheureusement contraints à la loi du marché», loi universelle qui préexisterait au Bing Bang, de modernisme aussi : «il faut savoir aller de l'avant, rompre avec les archaïsmes du passé». Un fatras idéologique auréolé par les économistes à la botte dont le seul but est de rendre les victimes du libéralisme coupables de leur impossible adaptation. «Dans le monde réellement inversé le vrai est un moment du faux.» disait Guy Debord. «Dites nous ce dont vous avez besoin on vous expliquera comment vous en passer.» disait Coluche. Enfin il y a la pensée unique, cette tarte à la crème dont on nous rebat les oreilles et qui n'existe que dans nos têtes lorsqu'on a baissé les bras face à la contre-révolution. Jamais il n'y eût autant de diversité et d'opinions multiples. Les thèses, jusqu'aux plus radicales, sont plus largement connues qu'on ne le pense, mais toutes se heurtent et se neutralisent à l'impossible dépassement de la condition humaine c'est-à-dire du pouvoir sous la forme magique de l'argent. Pouvoir tout s'offrir, ou avoir l'illusion de pouvoir le faire un jour, s'oppose à la raison, et il n'est plus étonnant dès lors de voir ce monde matérialiste accoucher d'ésotérismes. Et paradoxalement, comme si il fallait que l'homme s'auto-flagelle, au moment où il croit croire ou recroire en un dieu, sa peur de mourir augmente en proportion pour finir ballotté de Charybde en Scylla d'espoirs mystiques en soumission molle. «ça a toujours été comme ça! on n'y changera rien! la vie est si courte!»

A contrario les islamistes, sortis de l'ombre et instrumentalisés par tous les régimes coloniaux, y compris par Israël, pour contrecarrer toutes velléités socialistes et/ou émancipatrices, sortent vainqueurs. Aux yeux d'une frange qui dépasse le cadre de l'islam, ils incarnent une résistance acharnée là où d'autres ont abandonné la lutte. Une combativité dont on pourrait presque se réjouir si ce n'était les moyens mis en oeuvre, terrorisme aveugle et la finalité inqui-

sitric et rétrograde qu'ils prônent.

Sous couvert d'antagonisme, capitalisme et fanatismes se conjuguent en de faux choix et plongent les humains dans une terrible impuissance qui confine au désespoir comme aux actes désespérés pour se diluer en un "meilleur des mondes" où les luttes sociales servent au mieux à empêcher que la situation n'empire, au pire à faire accepter l'inacceptable.

Et dire que des générations de militants ont considéré que révolution et réformisme étaient des camps séparés, ennemis. Certes les individus selon leur niveau de conscience mais aussi de caractère et de réalité historique s'affirment de manière plus ou moins radicale, mais c'est l'interpénétrabilité du couple réforme / révolution qui a formé le terreau de tous les acquis sociaux de la planète.

Cherchons l'erreur ! Ce ne sont pas les réformistes qui manquent, on pourrait même dire que de plus en plus de gens pensent que des réformes sont nécessaires voire vitales, écologie, rapports Nord-Sud, redistribution des richesses à minima etc... Toutes ces bonnes intentions se heurtent à la real-politique et surtout à l'impossible dépassement de nous mêmes. Est-il raisonnable d'imaginer un monde sans argent, sans état, sans armée, sans secte? Peut-on vouloir abattre cette intolérable société capitaliste sans passer pour un illuminé, peut-on encore rêver à un autre futur ? Non !

Pas d'idéal révolutionnaire, pas d'irréductibles prêts à tout, pas de provocateurs et les syndicalistes et réformistes en tout genre peuvent changer de métier ou postuler au Medef.

Et cela m'amène à une 2ème réflexion: La laïcité. La loi de 1905 de séparation de l'église et de l'Etat fût un compromis entre les "anti-cléricaux fanatiques gros mangeurs d'ecclésiastiques" et les culs bénis, les grenouilles de bénitiers, les nostalgiques de l'ancien régime, tous ces croyants qui en instillant l'idée d'un chef suprême accréditent les hiérarchies intermédiaires.

De nos jours, dans un contexte où athéisme et révolution semblent révolus, la laïcité apparaît aux yeux de beaucoup comme les retrouvailles apaisées des religions du livre, comme leur propre compromis. Le problème du voile s'est focalisé autour des imams, rabbins, curetons et de leur représentants politiques ceints, pour la circonstance, de l'écharpe républicaine. Pas ou peu d'athées, d'agnostiques, de Libres Penseurs. La lutte contre les sectes participant elle aussi de la revalorisation des religions "reconnues, avérées", oubliant le vieil adage "Les religions ne sont que des sectes qui ont réussi". Il est vrai que depuis la validation scientifique du "peuple élu" et de la "terre promise" on s'attend à ce que des "justes" nous fassent le coup de la race pure et de la théorie de l'espace vital.

Bref, lorsque l'athéisme baisse les bras, lorsque l'anti-cléricisme échappe à toute nécessité, alors la laïcité se transforme en parlement des religions.

Face au besoin quasi-génétique des êtres humains à tester leur valeur à l'aune du dieu argent. Face aux nationalismes et autres communautarismes sur fond d'internet. Face aux religions officialisées, plus vraies que vraies, incontournables, n'y aurait-il donc qu'une seule solution ?

Une chose est sûre, aucun mouvement d'émancipation n'a pu, ne peut et ne pourra faire l'économie des révoltes et des révolutions, car les moments de rupture qu'elles opèrent dans les consciences sont indispensables aux individus pour se transcender et ainsi échapper aux carcans idéologiques et aux renoncements comme aux déceptions et à l'usure du temps qui passe.

C'est la tâche qui attend tous les révolutionnaires. Redonner le goût de l'audace, de la subversion et des transformations radicales.

**Christian Mai** – 2004 Urrugne (Pays Basque)

# Contre l'oubli :

## LIP – Larzac – Marckolsheim – Wyhl, le même combat !

Le centre d'archives sur (et pour) le mouvement social (Archiv soziale Bewegungen) à Fribourg en Allemagne lance un appel à toutes les lectrices et les lecteurs d'ACC.

Les militants qui l'animent réalisent actuellement un CD-Rom sur les origines idéologiques et l'histoire de la lutte contre la centrale nucléaire de Wyhl. Ils ont bien conscience que sans les expériences des luttes du Larzac et de LIP, auxquelles s'étaient joints des groupes de Fribourg, les discussions et les batailles menées à Wyhl et ailleurs auraient certainement pris une autre tournure. Et s'ils disposent d'archives importantes sur ces luttes

françaises, beaucoup de documents leur manquent encore.

C'est la raison pour laquelle ils ont sollicité « A CONTRE COURANT » pour publication de l'appel suivant : " En août 73, il y eut deux initiatives inédites en France : les ouvriers et ouvrières de l'usine LIP qui avaient occupé l'usine et continué de produire sous leur propre direction au lieu de se faire licencier ainsi que la première initiative écologique du Larzac qui empêcha la construction d'un énorme champ de tir militaire. La connexion de LIP et du Larzac a inspiré considérablement le mouvement anti-nucléaire en Allemagne de l'Ouest. Toutes les histoires formidables sur Wyhl et Marckolsheim devraient commencer par la phrase : C'est au Larzac en 1973 que tout a commencé...Les "Archives des mouvements sociaux" (Archiv für soziale Bewegungen) recherchent pour le CD-Rom Multimédia « documents sur l'histoire des luttes sociales - No 5 » des documents sur LIP et le Larzac.

Concrètement, nous recherchons des tracts, des brochures, des affiches, des photos, des documents sonores ainsi que les films LIP I et II, qui ont disparu. Il est possible de remettre les documents juste le temps nécessaire à la numérisation. Retour garanti. Toute personne voulant nous aider, peut nous envoyer ses trésors à l'adresse suivante : Archiv soziale Bewegungen, Adlerstr. 12, D-79 098 Freiburg [www.sozio-logie.uni-freiburg.de/asb\\_archivsozialebewegungen@gmx.de](http://www.sozio-logie.uni-freiburg.de/asb_archivsozialebewegungen@gmx.de)

Contact : Volkmar Vogt



# Rencontres et lectures à contre courant

## May Picqueray

Les Editions Libertaires ont réédité l'an dernier l'autobiographie de celle qui fut une figure marquante de l'anarchisme dans les trois premiers quarts du 20<sup>ème</sup> siècle, ce dont ACC a fait état dans son numéro de janvier. Ces Editions reprennent l'hommage à la militante avec la publication d'un livre assez court (96 pages) sous le titre : "**May Picqueray - Graine d'ananas**".

Il a paru utile aux éditeurs de mettre en valeur les qualités - pas toujours évidentes dans l'autobiographie - qu'ont révélées les nombreux écrits qu'elle a pu produire, la plupart sous la forme d'articles parus dans les années 70 et 80 dans "**Le Réfractaire**" à la fondation duquel elle a contribué et dont les Editions Libertaires nous offrent ici une sélection concernant tant l'antimilitarisme, l'objection de conscience, l'insoumission, les comités de soldats, le désarmement que la contraception, le droit à l'avortement... Ces écrits font suite à une série de témoignages de compagnons qui l'ont approchée de près. L'ensemble met l'accent sur une facette moins connue de l'infatigable militante : son talent de journaliste et de polémiste. L'intérêt du livre nous paraît tenir essentiellement dans la perception qu'on, d'un point de vue libertaire de l'histoire d'une bonne partie du 20<sup>ème</sup> siècle que contribue à faire naître ce personnage hors du commun.

Ouvrage collectif - 8 euros - Chèque à l'ordre de : "**Les Editions Libertaires**", 35 allée de l'Angle Chaucre 17190 ST GEORGES D'OLERON Tél : 05 46 76 73 10.

## Dansons la Ravachole !

Un jeune homme, anonyme, ordinaire, rencontre un jour un vieux poète venu présenter ses derniers vers au marché de la Poésie, rue St Sulpice à Paris. Fabrice, c'est le prénom du jeune homme, se lie d'amitié et forge sa culture d'anar près de Fernand le poète au cours des douze années qui ont suivi, jusqu'à la mort du vieil homme, à l'âge de 99 ans.

Fernand, intarissable bavard, a été de tous les "bons coups", a connu les grandes figures libertaires de ce siècle. Il est à lui seul une mémoire du mouvement anarchiste : idées, interrogations, doutes, mais aussi certitudes, le lot des anars encore aujourd'hui, sont largement abordés autour de quelques verres de rouge. Personnage fort attachant, il laisse sa porte ouverte et partage le peu qu'il a avec des habitués proches des idéaux libertaires, anticonformistes, qui savent le lui rendre : solidarité se conjugue avec Amitié. Il affiche le plus naturellement son homosexualité à la manière d'Eugène Bizeau ou Daniel Guérin. Sa faconde aborde tous les thèmes : l'anticapitalisme, la sexualité, l'unité des libertaires (qui reste à réaliser)...

Sa mort est à l'image du personnage : quelque peu explosive. Le genre romanesque pour traiter d'un mouvement de pensée est peu habituelle. La performance inscrit le livre dans la lignée de "**La Mémoire des vaincus**" de Michel Ragon.

Le roman se termine par une courte présentation de toute une panoplie de figures anars qui y sont citées. Bref, un ouvrage clair, bien ficelé, qui ne devrait pas laisser indifférent.

Ce roman "noir et rouge" : 10 euros - Chèque à l'ordre de : "**Les Editions Libertaires**", 35 allée de l'Angle Chaucre 17190 ST GEORGES D'OLERON Tél : 05 46 76 73 10.

## Aux Editions du Sansonnet

Les Editions du Sansonnet (73 rue de Rivoli 59000 LILLE) viennent d'éditer deux courts romans centrés sur les problèmes d'aménagement et de logement :

- **L'Impasse** est une sorte de fable sociale, empreinte d'aspirations et d'utopie, qui traite du droit des habitants à disposer d'eux-mêmes sur des questions qui les concernent, en l'occurrence la rénovation de leur quartier. "**Vous voulez rénover, tant mieux. Nous sommes d'accord du moment que**

**c'est avec nous, avec nos idées, nos envies, nos désirs ! Rénovation, oui; expulsions, non !**" Prix : 7 euros.

- **Calais-Dal**, écrit par le Dal Calais avec la participation de Thierry Maricourt, l'association Colères du présent et les Editions du Sansonnet, retrace "**la triste et néanmoins merveilleuse vie d'Annette Fauchet**" et plus particulièrement les difficultés qu'elle rencontre pour l'obtention d'un logement et dans la recherche d'un travail. L'écriture du texte, collective, est elle-même tout une histoire. Elle est le fruit d'un engagement commun contre "**la véritable condamnation à la souffrance et à l'insécurité**" qui frappe les mal-logés, et "**ceux que l'Etat ne veut pas vraiment défendre dans leurs droits fondamentaux, à commencer bien sûr par leur droit au logement**". Prix : 8 euros.

## Appel du Groupe Information Asiles

En trente ans d'activité, le **Groupe information Asiles** - qui s'efforce de soutenir des personnes objet de prises en charge psychiatrique critiquables (voir ACC n°159 (novembre 2004) et n° 151 (janvier 2004)) - n'a jamais fait appel à la générosité des personnes. Mais il est confronté aujourd'hui au cas particulièrement dramatique d'une mère qui se bat depuis des années pour récupérer deux (dont un en placement psychiatrique) de ses trois enfants et a été condamnée à l'issue d'un procès en octobre 2004 à verser 11 000 euros à divers défenseurs. Ne pouvant payer cette somme, la voie est ouverte à une mise sous tutelle et, par suite, au placement de sa 3<sup>ème</sup> enfant !...

C'est pour éviter ce scénario désastreux qu'un comité de parrainage s'est constitué pour lancer une souscription et soutenir les démarches de la mère de famille, notamment devant la Cour européenne des droits de l'homme.

Pour souscrire à l'aide sollicitée par le **Groupe Information Asiles** (14 rue des Tapisseries 75017 PARIS) : CCP La Source cpte n°3685258 F. Vous pourrez également obtenir à la même adresse des informations complémentaires sur cette affaire.

## Libertés ?

C'est le titre de la publication de l'association **ACIS VIPI** dont le but est d'organiser "**la protection de la vie privée, de l'image, contre l'informatisation de la société, la carte VITALE, la vidéosurveillance...**" Dans son numéro 3 (juillet-août septembre 2004) "**Libertés ?**" évoque quelques aspects de l'intrusion massive de l'informatique dans notre vie quotidienne et les perspectives totalitaires qui se dessinent. Divers exemples sont cités, dans la Santé, l'Education Nationale, etc. Des cas de résistances sont aussi répertoriés.

Pour prendre contact ou adhérer à l'association (15 euros) écrire à ACIS VIPI 9 route de Toulouse 31180 CASTELMAU-ROU.

## Maltraitance (Aide) sociale à l'enfance

C'est un ouvrage de Nicole Maillard-Déchenans paru aux Editions Libertaires ( 13 euros ISBN 2-914980-09-4). L'auteur de "**Maltraitance (Aide) sociale à l'enfance**" a été un temps institutrice ; dans sa classe elle a pratiqué des techniques Freinet et de la Pédagogie Institutionnelle. Dans la préface de cet ouvrage, Jean-Marc Raynaud (victime, comme sa compagne, d'une scandaleuse arrestation dont nous reparlerons dans notre prochain numéro) résume : "**le récit [de Nicole Maillard-Déchenans] ne dénonce pas un enfer concentrationnaire qui n'existe pas, mais le quotidien d'une logique institutionnelle de meurtre psychique. D'une logique sociale d'enfermement, de contrôle et de désintégration. Pauvres mômes, donc, que ceux qui, pour avoir été victimes d'une maltraitance, se retrouvent à devoir en subir une autre plus insidieuse mais aussi assassine.**"

# BULLETIN D'ABONNEMENT

\* \* \*

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE . . . . . 10 Euros
- de SOUTIEN . . . . . Euros
- Faibles ressources (selon possibilités) . . . . .

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

CPPAP N°70783

Dispensé de timbrage

Mulhouse-

**A CONTRE COURANT**

(service abonnements)

BP 2123

68060 MULHOUSE cedex

**P**

PRESSE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

Déposé le 22/12/2004



## Anticonstitutionnellement

par Dédé

(voir aussi pages 2, 3 et suivantes...)



### COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / J.M DELAYE / J. FORTCHANTRE  
B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

## Sommaire

Page 1	.....	Edito
Page 2 et 3	.....	Je hais notre époque !
Page 3	.....	Communiqué Confédération Paysanne
Page 3	.....	Ça bouge (un peu) à la CGT
Page 4 et 5	.....	Non à l'Europe anti-sociale ! (tract)
Page 6 et 7	.....	Béatitudes maastrichtiennes
Page 8	.....	Les stratagèmes du lobby nucléaire
Page 8 à 10	.....	La désinformation nucléaire
Page 11	.....	EPR : Non !
Page 11	.....	Yasser Arafat est mort, vive la Palestine libre ! (AL)
Page 12 et 13	.....	Marchandisation et citoyenneté
Page 13 et 14	.....	La vieille taupe
Page 14	.....	Contre l'oubli
Page 15	.....	Rencontres et Lectures
Page 16	.....	Anticonstitutionnellement

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)

et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>

Courriel : [courrier@acontrecourant.org](mailto:courrier@acontrecourant.org)

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo  
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE